

Communiqué de presse – “Global Corruption Barometer 2013”

Le « Global Corruption Barometer » (« GCB ») constitue un sondage d'opinion d'ampleur mondiale sur la perception de la corruption par les citoyens eux-mêmes. L'édition 2013 a été conduite sur une population de 114,000 personnes réparties dans 107 pays. Le GCB représente le plus important sondage d'opinion mondial conduit par Transparency International et il en résulte, au niveau mondial, que plus d'une personne interrogée sur deux considère que la corruption a augmenté durant les deux dernières années et que 27% de la population interrogée a payé un « pot de vin » afin d'accéder à un service public ou une institution gouvernementale sur les douze derniers mois. La situation ne s'est donc pas améliorée depuis le précédent GCB d'un point de vue global.

En ce qui concerne plus particulièrement le Luxembourg, le sondage a été effectué par voie informatique entre le 29 octobre 2012 et le 8 novembre 2012 sur un échantillon de 502 personnes représentatives de la population du pays. TNS-Ilres a mis en œuvre le questionnaire pour notre compte en langue luxembourgeoise ou en français au choix de la personne interrogée. Le questionnaire comprenait au total 54 questions et sous-questions réparties en 4 blocs logiques : la perception de la corruption sur les 2 dernières années, l'expérience personnelle face à la corruption, l'engagement personnel dans la lutte contre la corruption et enfin des questions statistiques pour évaluer l'échantillonnage tant d'un point de vue géographique que socio-culturel ou personnel.

Les résultats pour le Luxembourg sont détaillés dans le « country report » et la fiche récapitulative tous deux attachés à ce communiqué de presse. Ils seront tous mis en ligne dans la journée sur notre site http://www.transparency.lu/documentation_type/publications/, ainsi que le rapport général du GCB élaboré par Transparency International.

Le premier élément marquant de ce sondage est la proportion en augmentation du sentiment de corruption. 50% des personnes interrogées estiment que la corruption a augmentée dans notre pays au cours des deux dernières années (contre 44% en 2010). Si l'on ajoute les 39% des personnes interrogées qui estiment que la corruption est restée identique, le niveau de perception de corruption par la population demeure très élevé dans notre pays. De surcroît, seulement 15% des personnes interrogées jugent que les actions engagées par le gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces. Ceci ne fait malheureusement que mettre l'accent sur la nécessité de s'appuyer sur d'autres acteurs que le gouvernement et corrobore le rapport du GRECO qui estime que certaines formes de corruption sont acceptées par la population et font parties de la vie quotidienne. [http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/evaluations/round4/GrecoEval4\(2012\)9_Luxembourg_FR.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/evaluations/round4/GrecoEval4(2012)9_Luxembourg_FR.pdf)

Le second élément d'importance et d'après nous le plus marquant est que malheureusement il a été « proposé » de payer un pot-de-vin à 18% des personnes interrogées et que seulement 88% de ces mêmes personnes ont répondu par la négative. Nous tenons à préciser que le

questionnaire se concentrait sur le pot-de-vin comme seule pratique de corruption et négligeait volontairement les autres aspects de la corruption dans cette partie 3. Cette pratique est donc apparemment encore d'actualité dans notre pays et cela nous prouve, si besoin en était, toute l'importance de notre action l'ampleur de notre mission et de la lutte contre la corruption et pour la transparence en général.

Le troisième point marquant de notre point de vue est la résignation exprimée par les personnes interrogées. En effet, seulement 43% des personnes interrogées (37% des femmes et 47% des hommes) estiment que les gens comme vous et moi pouvons faire quelque chose pour lutter contre la corruption. Cette résignation est subie comme une fatalité malheureusement et exprime de notre point de vue le sentiment d'incapacité de la population luxembourgeoise qui est malgré tout prête pour 75% des personnes interrogées à signer une pétition afin que le gouvernement se saisisse du fléau de la corruption tant l'action individuelle de tout un chacun leur semble dérisoire.

Nous notons toutefois que 86% des personnes interrogées sont prêtes à « rapporter » un fait de corruption et nous nous en réjouissons. Parmi ces personnes, 36% d'entre elles sont prêtes à rapporter tout fait de corruption à une agence gouvernementale ou à une « hotline » dédiée. Cet élément nous conforte dans l'idée que nous pouvons tous, chacun à notre niveau, agir contre la corruption, notamment en disant « NON » et en rapportant (preuves à l'appui) tout fait de corruption, notamment à notre « hotline anti-corruption ».

Nous vous rappelons que notre « hotline anti-corruption » est gratuite pour les personnes physiques et peut être jointe :

- par email : info@transparency.lu
- par téléphone : (+352) 26.38.99.29

C'est par l'information qu'une telle hotline existe et le soutien et l'implication de chacun que nous progresserons ensemble. La lutte contre la corruption commence par des actions simples de chacun d'entre nous. « No Impunity » est le mot d'ordre et il se décline à tous les niveaux.

*

* *

Transparency International est une organisation non-gouvernementale (ONG) créée en 1993 avec comme objectif de combattre la corruption. Pour plus d'informations, nous permettons de vous renvoyer au site internet de Transparency International www.transparency.org.

Notre association, Transparency International Luxembourg¹, peut être contactée par courriel au info@transparency.lu et via son site internet www.transparency.lu. Les personnes intéressées à en devenir membre peuvent remplir le formulaire d'adhésion à l'association comme membre via le site internet ou nous soutenir par l'intermédiaire d'un don via notre site internet <http://www.transparency.lu/a-propos/nous-soutenir>.

Luxembourg, le 9 juillet 2013

¹ Transparency International Luxembourg est l'enseigne, l'association porte le nom d'Association Pour la Promotion de la Transparence a.s.b.l.